



11<sup>th</sup> March 2022.

**PNUD BRÉSIL**

**Consultant.e basé.e au Burundi pour appuyer une mission d'étude d'évaluation et d'actualisation de la Stratégie de mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale au Burundi**

**Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)**

Please find enclosed Terms of Reference and Evaluation Criteria for a Selection Process of an IC - Individual Contractor to hire a consultant for research assistance.

The Procurement Unit of UNDP Office in Brazil would appreciate receiving technical and financial proposals for the above-mentioned selection.

The submission of **technical proposal (CV)** and **financial proposal (Annex I Price)**, in separate files, should reach the e-mail

[ic.procurement.br@undp.org](mailto:ic.procurement.br@undp.org) no later than **25<sup>th</sup> March 2022**.

Only complete applications that meet the aforementioned requirements will be considered. Applications received after the deadline will not be accepted.

The Financial proposal duly signed should be sent in a separate PDF file. All presented documents must carry the identification on the name of the file and subject fields as:

***“IC 35987/2022 – Consultant.e basé.e au Burundi pour appuyer une mission d'étude d'évaluation et d'actualisation de la Stratégie de mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale au Burundi”***

If you request any additional information it will be provided by e-mail [ic.procurement.br@undp.org](mailto:ic.procurement.br@undp.org)

**\* Proposals sent to any different e-mail than the one indicated ([ic.procurement.br@undp.org](mailto:ic.procurement.br@undp.org)) or copied to different e-mails will not be accepted for the selection.**

IC Selection Team  
Procurement Unit  
UNDP Brazil  
[ic.procurement.br@undp.org](mailto:ic.procurement.br@undp.org)



Annex I

**LETTRE D'OFFRE AU PNUD  
CONFIRMANT L'INTÉRÊT ET LA DISPONIBILITÉ  
POUR L'AFFECTATION DE PRESTATAIRE INDIVIDUEL (IC)**

Date \_\_\_\_\_

À  
Mrs. Katyna Argueta – Resident Representative  
United Nations Development Programme – UNDP Brazil  
Setor de Embaixadas Norte (SEN) Quadra 802 – Conjunto C – Lote 17  
CEP 70800-400 – Brasília, DF

Je déclare ci-dessous que :

- A) J'ai lu, compris, et accepte les Termes de Référence décrivant les fonctions et responsabilités [*indiquer le titre de la mission*] sous le projet [*énoncer le titre du projet*] ;
- B) J'ai également lu et compris, et accepte les Conditions Générales de Contrat pour les Services des Prestataires Individuels du PNUD ;
- C) Je propose ici mes services et je confirme mon intérêt pour remplir les fonctions à travers la soumission de mon CV que j'ai signé et attaché ici en tant qu'Annexe 1 ;
- D) Je propose de compléter les services selon la forme de paiement suivante : [*veuillez cocher la case qui correspond à l'option choisie*] :

Une valeur totale de [*insérer la valeur en chiffres et en lettres, en indiquant la monnaie utilisée*], payée de la manière précisée dans les Termes de Référence.

- E) Pour  
votre évaluation, la division de la valeur totale mentionnée ci-dessus est attachée en tant qu'Annexe 2 ;



F) Je  
 reconnais que le paiement de la valeur mentionnée ci-dessus qui m'est due devra être fournie selon la livraison de produits dans le temps escompté dans les TdR, qui seront soumis à la révision, acceptation et procédures de certification de paiement par le PNUD ;

G) Cette  
 offre restera valide pour un total de 90 jours après la date finale de soumission

H) Je  
 confirme que je n'ai pas de membre de famille de premier degré (mère, père, fils, fille, époux/épouse/partenaire, frère ou sœur) employé dans aucune agence ou bureau des Nations Unies *[indiquez le nom du membre de famille, le bureau des Nations Unies qui l'emploie, et votre relation, si elle existe]*

I) Si je suis  
 sélectionné pour cette fonction, je *[Veuillez cocher la case appropriée]*

- Signer un Contrat Individuel avec le PNUD ;
- Demander à mon employeur *[écrire le nom de l'entreprise/organisation/institution]* de signer un Accord de prêt remboursable (RLA) avec le PNUD UNDP, pour et en mon nom. La personne de contact et ses détails pour cela sont les suivants :

J) Je  
 confirme ici que *[cocher les cases qui s'appliquent à vous]* :

- Lors de cette soumission, je n'ai pas de contrat individuel actif ou toute forme d'engagement avec aucune *Business Unit* du PNUD ;
- Je suis actuellement engagé avec le PNUD et/ou d'autres entités pour le travail suivant :

Fonction	Type de contrat	Business Unit du PNUD/ Nom de l'institution/entreprise	Duration du Contrat	Valeur du Contrat

- J'anticipe la conclusion du travail suivant avec le PNUD et/ou autres entités avec lesquelles j'ai soumis une proposition :

		Business Unit du	Duration du	Valeur du



Fonction	Type de contrat	PNUD/ Nom de l'institution/entreprise	Contrat	Contrat

K) Je  
 comprends totalement et reconnais que le PNUD n'est pas obligé d'accepter cette proposition, et je comprends également et accepte que je dois couvrir tous les coûts associés avec sa préparation et soumission, et que le PNUD ne sera par responsable pour ces coûts, indépendamment de la conduite ou des résultats du processus de sélection.

L) Si vous  
êtes un ancien fonctionnaire des Nations Unies récemment séparé, veuillez ajouter cette section à votre lettre : Je confirme dans le présent document que j'ai respecté le temps minimum de pause de service nécessaire pour être éligible à un Contrat.

M) Je  
 comprends totalement également que, si je suis engagé en tant que Prestataire Individuel, je n'ai pas d'attentes ni de droits à être réinstitué ou réemployé en tant que fonctionnaire.

N) Est-ce  
 qu'un membre de votre famille est employé par le PNUD, ou tout autre organisation des Nations Unies ou toute autre organisation internationale publique ?

OUI  NON  Si la réponse est « oui », veuillez indiquer les informations suivantes :

Nom	Relation	Nom de l'organisation internationale

O) Avez-vous une quelconque objection à ce que nous entrions en contact avec votre employeur présent ?  
 OUI  NON

P) Êtes-vous en ce moment, ou avez-vous déjà été un fonctionnaire civil permanent employé par votre gouvernement ?  
 OUI  NON  Si la réponse est "oui", QUAND ??



Q) RÉFÉRENCES : Listez trois personnes, qui ne sont pas membres de votre famille, qui connaissent votre caractère et qualifications.

Nom Complet	Adresse	Entreprise ou Occupation

R) Avez-vous déjà été emprisonné(e), inculpé(e), ou appelé(e) devant un juge en tant que défendant dans une procédure pénale, ou avez-vous été condamné(e), condamné(e) à une amende, ou emprisonné(e) pour avoir violé toute loi (excluant les violations mineures de circulation) ?

OUI  NON  Si "oui", veuillez donner les particularités de chaque cas dans une déclaration attachée.

Je certifie que les déclarations faites par moi en répondant aux réponses sont vraies, complètes et correctes, au meilleur de mes connaissances et conviction. Je comprends que toute fausse déclaration ou omission de matériel fait dans mon formulaire d'historique personnel ou tout autre document demandé par l'organisation peut résulter dans la terminaison du contrat de prestation de services ou accord de services spéciaux sans notification.

DATE: \_\_\_\_\_

SIGNATURE: \_\_\_\_\_

NB. Vous ne serez pas demandé à fournir toute documentation qui soutient les déclarations que vous aurez faites ci-dessus. N'envoyez pas de documentation supplémentaire avant d'être demandé de le faire et, dans tous les cas, ne soumettez pas les textes originaux des références ou témoignages, sauf s'ils ont été obtenus pour l'utilisation seule du PNUD.

**Annexes [Cochez tout ce qui est applicable]:**

- CV qui inclut l'information sur l'éducation/qualification, certification professionnelle, données d'emploi/expérience
- Division des coûts soutenant le prix final incluant la totalité des coûts, selon le modèle



**ANNEXE 2**  
**DIVISION DES COÛTS<sup>1</sup>**  
**SOUTENANT LE PRIX FINAL INCLUANT LA TOTALITE DES COUTS**

A) **Division des coûts par composante:**

Composantes de coût	Coût Unitaire	Quantité	Coût total pour la durée du Contrat
<b>I. Coûts de personnel</b>			
Coûts professionnels			
Assurance de vie			
Assurance de santé			
Communications			
Transport terrestre			
Autres (à spécifier)			
<b>II. Voyage de mission</b>			
Voyages (aller-retour)			
Allocation de voyage			
Assurance de voyage			
Dépenses de terminal			
Autres (à spécifier)			

B) **Division des coûts par livrable\***

Livrables <i>[Listez-les tels que présentés dans le TdR]</i>	Pourcentage du prix total (Poids de paiement)	Valeur
Produit 1	35%	
Produit 2	45%	
Produit 3	20%	
Total	100%	USD

*\*Base pour les tranches de paiement*      **Annex II - Terms of Reference (ToR)**

<sup>1</sup> Les coûts ne devront couvrir que les exigences identifiées dans les Termes de Référence (TdR).



RC 35987

**PNUD BRÉSIL**

**Consultant.e basé.e au Burundi pour appuyer une mission d'étude d'évaluation et d'actualisation de la Stratégie de mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale au Burundi**

**Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)**

**1. Contexte**

**a) IPC-IG**

Le Centre International de Politique pour la Croissance Inclusive (IPC-IG) est une plateforme mondiale de premier plan consacrée au dialogue sur les politiques de développement novatrices. Depuis le début de ses activités, le Centre promeut des services et outils de renforcement des capacités institutionnelles visant à doter les gouvernements des connaissances nécessaires en matière d'élaboration, d'application et d'évaluation de leurs politiques sociales pour parvenir à une croissance inclusive.

Un partenariat a été signé en 2002 entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil, jetant ainsi les bases du Centre international de lutte contre la Pauvreté (IPC, International Poverty Centre). Après le début de ses activités en 2004, le Centre a été rebaptisé « Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive » (IPC-IG, International Policy Centre for Inclusive Growth) en 2009 pour élargir son approche des politiques de développement.

Ce partenariat a été renforcé depuis lors et le bureau de pays du PNUD au Brésil a plus récemment accordé son appui administratif et opérationnel à l'IPC-IG. Le Centre est aujourd'hui hébergé par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), dont les spécialistes et chercheurs lui apportent de précieuses contributions.

L'IPC-IG s'engage à produire des innovations stratégiques et institutionnelles pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Le présent portfolio fournit un aperçu général des travaux menés et des partenariats noués par le Centre, dont il situe également les événements et projets clés sur une chronologie allant de sa création à juin 2019.

**b) Burundi**

Au cours de ces dernières années, le secteur de la protection sociale au Burundi connaît, depuis l'adoption de la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) en avril 2011 par le Gouvernement, une évolution remarquable. La PNPS énonce une série d'interventions stratégiques et opérationnelles à mettre en place en vue de renforcer la résilience de la population burundaise, améliorer sa capacité de prévention et de réponse aux multiples risques qui



pourraient advenir de la perte ou de la diminution de revenus et d'autres chocs et, ainsi renforcer sa capacité à prendre soin de leurs enfants, familles et communautés. La prise en compte des enfants vulnérables comme objectifs spécifiques du programme de protection sociale du Gouvernement pour la première fois constitue une avancée importante pour la protection des enfants au niveau national. En plus des enfants vulnérables, la PNPS s'intéresse, de façon assez explicite, aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aux personnes sinistrées (déplacés, rapatriés et réfugiés), aux personnes indigentes (les populations rurales et urbaines très pauvres), les veufs, les personnes atteintes de maladies incurables comme le VIH/ SIDA).

Le Gouvernement a mis en place un cadre institutionnel fonctionnel. Il s'agit de la promulgation des textes réglementaires et de la mise en place la Commission Nationale de Protection sociale pour le pilotage et la gestion du secteur. Cette commission est composée de plusieurs organes : (i) le Comité National, (ii) le Comité Technique, (iii) le Comité Provincial, (iv) le Comité Communal, (v) le Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale (SEP/CNPS), et (vi) le Fonds d'Appui à la Protection Sociale (FAPS). Le Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale (SEP/CNPS) est chargé de la coordination, de la promotion et de la régulation du secteur.

Afin de mieux structurer le secteur, le Gouvernement, appuyé par les PTFs, a fait élaborer une stratégie nationale de mise en œuvre de la Politique Nationale de protection sociale (SNPS) qui a été adoptée en Décembre 2014. Trois objectifs stratégiques de la protection sociale au Burundi ont été retenus dans la stratégie à savoir :

- (1) augmenter l'accès aux services sociaux de base en matière de santé, d'eau et d'assainissement, et d'éducation ;
- (2) assurer la sécurité alimentaire et une sécurité élémentaire du revenu ;
- (3) renforcer la gestion des risques (naturels et sociaux) ; et un objectif transversal de contribuer à une diminution de la malnutrition chronique de jeunes enfants.

Pour répondre aux besoins des populations pauvres et vulnérables, le Gouvernement et les partenaires privés ont mis en place un certain nombre de politiques et de programmes qui traitent de la gestion des différents risques. Celles-ci vont des régimes de sécurité sociale formels tels que par exemple l'assurance santé publique, la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP), l'INSS, l'ONPR, la MSP, les Micro assurances santé et les mutuelles communautaires de santé pour le secteur informel et rural. Des programmes de filets sociaux de sécurité (transferts en nature ou en espèces ciblant les pauvres) qui visent explicitement les pauvres extrêmes et les ménages vulnérables d'une manière systématique ont été mis en place.

La Commission Nationale de Protection Sociale (CNPS) créée par le Décret n °100/ 237 du 22 Août 2012 reflète la volonté de construire un système de protection sociale cohérent. Les travaux de la CNPS ont été officiellement lancés en avril 2013 sous le haut patronage de SE le Président de la République et est chargée de superviser l'ensemble des travaux et interactions entre le plus grand nombre de parties prenantes. Depuis lors, les différentes Assemblées Générales de cette commission se tiennent et sont présidées par SE le Président de la République et toutes les réunions sont tenues comme prévues. Les revues semestrielles du secteur sont tenues régulièrement.

Depuis 2015, le Burundi dispose d'une Stratégie Nationale de la Protection Sociale allant de 2015 à 2020 ce qui traduit la volonté du Gouvernement du Burundi et de ses partenaires pour promouvoir un système de protection sociale inclusive et globale mettant l'accent sur des éléments de protection, de prévention et de transformation. Le développement du système de protection sociale au Burundi contribue à briser le cercle vicieux de la pauvreté et à





renforcer l'inclusion sociale. C'est un investissement important qui peut concourir à l'essor économique et social. Même si beaucoup d'activités, programmes et projets ont été mis en œuvre durant 5ans dans le cadre des 3 objectifs stratégiques, force est de constater qu'il y a encore à faire pour arriver à l'objectif global de la PNPS aussi qui est une protection sociale convenable pour tous. Et puisque depuis 2018, le pays dispose d'un outil programmatique qui est le Plan National de Développement (PND) échelonné sur la période de 2018 à 2027, il s'agit d'établir une nouvelle Stratégie allant de 2022 à 2027 alignée au PND. Dans le but de coordonner les modes de sélection des bénéficiaires, un système de registre social unique est en cours de mise en œuvre.

Dans le but de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale, le Projet d'Appui aux Filets Sociaux « MERANKABANDI » a prévu dans ses activités le renforcement des capacités des acteurs impliqués ainsi que la réalisation des études visant à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection sociale. C'est dans ce cadre qu'il est prévu la réalisation d'une étude portant sur l'évaluation et l'actualisation de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale au Burundi.

## **2. Objectif**

En 2022, l'IPC-IG a signé un contrat de partenariat avec le Projet d'Appui aux Filets Sociaux « MERANKABANDI » dans le but de réaliser l'étude portant sur l'évaluation et l'actualisation de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale au Burundi afin de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection Sociale et le renforcement des capacités des acteurs impliqués.

Les objectifs de ce projet sont :

- Réactualiser la Politique Nationale de la Protection Sociale (PNPS) ;
- Evaluer la stratégie de mise en œuvre de la PNPS de 2015-2020 et l'actualiser ;
- Aligner la nouvelle Politique Nationale de la Protection Sociale et sa stratégie de mise en œuvre au Plan National de Développement (2018-2027) et au nouveau code de protection sociale.

### **Objectifs de la consultation**

Pour le projet mentionnés ci-dessus, l'IPC-IG recherche un.e consultant.e basé.e au Burundi ayant des connaissances sur le système de protection sociale au Burundi. Le/la consultant.e intégrera une équipe internationale de chercheurs en protection sociale. Basé au Burundi, il/elle servira de liaison sur le terrain entre l'équipe de recherche de l'IPC-IG et les membres du SEP/CNPS, du Projet Merankabandi et du Comité de Pilotage (COPI) pour organiser des réunions et ateliers, mener des recherches, rédiger des rapports, selon les besoins et superviser l'équipe de consultants locaux basés au Burundi.



## **2. Portée du Travail**

Conformément aux objectifs décrits ci-dessus, le/la consultant.e fournira les services suivants :

- Animer 4 ateliers de réflexion sur l'évaluation, l'actualisation ainsi que la validation de la Nouvelle Politique Nationale de Protection Sociale et sa Stratégie.
- Servir de liaison sur le terrain entre l'équipe de recherche de l'IPC-IG et les membres du SEP/CNPS, du Projet Merankabandi et du COPI pour organiser des réunions et ateliers selon les besoins ;
- Mener des réunions bilatérales avec les programmes de protection sociale et le secteur en général afin d'obtenir des informations nécessaires à l'évaluation ;
- Mener des consultations techniques et réunions avec le Comité de Pilotage de la politique pour développer et revoir le contenu de chaque axe de la PNPS et sa Stratégie.
- Superviser des missions de terrain pour interviewer des bénéficiaires et les parties prenantes des programmes de Protection Sociale ; réaliser des conversations autour des possibles paramètres des options ; mesurer leur faisabilité administrative et les défis institutionnels de leur mise en œuvre.
- Rédiger des courts rapports des ateliers, des réunions et des missions de terrain réalisés (1 ou 2 pages max pour chaque atelier.)
- Assister l'estimation des coûts de la Stratégie en collectant des informations sur les coûts des interventions existantes et les prix du marché local.
- Mener des recherches et fournir des informations sur le cadre juridique et institutionnel de la Protection Sociale au Burundi.
- Collecter des documents pour informer le travail auprès des acteurs concernés.
- Supervision d'autres consultants basés au Burundi.

## **3. Résultats attendus et livrables (produits)**

Le candidat recevra les paiements pour les produits une fois qu'ils ont été livrés et approuvés par l'IPC-IG, selon le calendrier des réalisations et livrables attendus détaillé ci-dessous :



Livrables	Description	Date de livraison	Payement
1	<b>Produit 1</b> : Rapport de l'atelier de validation du rapport d'évaluation de la Stratégie 2015-2020 et intégration de commentaires des parties prenantes dans le document final	15 jours après la signature du contrat	25%
2	<b>Produit 2</b> : Ébauche/première version de l'axe relatif au système de santé de la nouvelle PNPS	30 jours après la signature du contrat	35%
3	<b>Produit 3</b> : Document de base de la nouvelle PNPS	60 jours après la signature du contrat	40%

REMARQUE : En cas d'impossibilité de livrer un produit ou une information (partielle ou totale) pour des raisons indépendantes de la volonté du consultant, celui-ci sera tenu de présenter une justification des actions entreprises et de proposer des solutions. Le produit peut être payé si l'IPC-IG/PNUD considère les justifications et les actions entreprises comme pertinentes et valables. Les délais de soumission des produits détaillés ci-dessus peuvent être modifiés, à condition que cela ait été préalablement autorisé par l'IPC-IG/PNUD et convenu avec le consultant. L'IPC-IG/PNUD disposera de vingt (20) jours ouvrables à compter de la date de livraison des produits pour les évaluer et les approuver.

#### 4. Qualifications du Consultant

##### Qualifications minimales :

- Expérience avec le système de protection sociale et/ou de santé du Burundi ;
- Diplôme de licence ou de maîtrise en relations internationales, sciences politiques, droit, économie, en matières relatives à la santé (santé publique, médecine, psychologie, etc...), en sociologie, ou dans tout domaine relatif à la protection sociale ;
- Maîtrise du français.

##### Critères de qualification du CV :

- Expérience dans le contact avec les responsables du gouvernement burundais et ses représentants ou avec le secteur de santé ;
- Maîtrise du Kirundi ;



- Expérience en matière de prestation de services/appui technique à l'élaboration de politiques ou stratégies de protection sociale et de programmes de protection sociale, en particulier en matière d'assistance sociale ;
- Expérience en matière de collecte de données et/ou évaluation ;
- Évaluation d'un texte rédigé relatif au suivi-évaluation, à un programme de santé, ou à des programmes de protection sociale – extrait de jusqu'à 3 pages maximum.

**5. Durée des travaux**

70 jours après la signature du contrat.

**6. Lieu d'affectation**

Burundi

**7. Supervision**

Le consultant travaillera sous la supervision du Coordinateur de recherche chez l'IPC-IG



### Annexe I – Critères d'évaluation et de sélection

La proposition soumise sera ignorée en cas de violation des dispositions du présent avis :

**Fichier 1**, contenant le CV et

**Fichier 2**, contenant le prix proposé en USD (dollars américains).

**Fichier 3**, Texte rédigé relatif au suivi-évaluation, à un programme de santé, ou à des programmes de protection sociale à évaluer (maximum 3 pages)

Les critères finaux de ce processus de sélection seront la **CAPACITÉ TECHNIQUE** et le **PRIX**.

Le score maximum en qualification technique est de 100 points.

Les critères de qualification sont divisés en 02 (deux) étapes :

- a) Etape 1 (qualification / sans notation) : analyse du CV concernant la conformité aux exigences minimales spécifiées dans les termes de référence.

Les candidats qui ne satisfont pas aux critères minimaux décrits au point 4 de ces termes de référence seront disqualifiés à cette étape.

- b) Étape 2 (classification/notation) : analyse du CV et de la documentation

#### Notation du CV (100 points)

Les critères d'analyse du CV sont énumérés dans le tableau ci-dessous. Les CV acceptés à l'étape 1 de la qualification (examen documentaire des CV sur les exigences obligatoires) seront analysés.

#### 1. CLASSIFICATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES (CV)

**Évaluation des CV (100%).** Le score maximum de la qualification technique est de 100 points.

CV - Étape 2 de la Qualification Technique			
Critère	Note	Poids	Note maximale
Expérience dans le contact avec les responsables du gouvernement burundais et ses représentants ou avec le secteur de santé (0 points si pas d'expérience, 5 points si le/la candidat/e a de l'expérience)	0-5	4	20 points
Maîtrise du Kirundi (0 si le/la candidat/e ne parle pas Kirundi ; 5 si le/la candidat/e	0-5	4	20 points



parle Kirundi)			
Expérience en matière de prestation de services/appui technique à l'élaboration de politiques ou stratégies de protection sociale et de programmes de protection sociale, en particulier en matière d'assistance sociale (0 points si pas d'expérience, 5 points si le/la candidat/e a de l'expérience)	0-5	3	15 points
Expérience en matière de collecte de données et/ou évaluation (0 points si pas d'expérience, 1 point si le/la candidat/e a de l'expérience en évaluation seulement, 2 points si le/la candidat/e a de l'expérience en collecte de données seulement, 3 points si le/la candidat/e a de l'expérience dans l'un ou l'autre en protection sociale, 4 points si le/la candidat/e a de l'expérience dans les deux, 5 points si le/la candidat/e a de l'expérience dans les deux en protection sociale)	0-5	4	20 points
Évaluation d'un texte rédigé relatif au suivi-évaluation, à un programme de santé, ou à des programmes de protection sociale – extrait de jusqu'à 3 pages maximum (0 points si pas d'extrait partagé ; 1 point si insuffisant ; 2 points si suffisant ; 3 points si bon ; 4 points si très bon ; 5 points si excellent)	0 à 5 points	5	25 points
<b>Note maximale de la Qualification Technique</b>			<b>100 points</b>

Le comité d'évaluation sera composé d'au moins trois membres qui attribueront des notes d'évaluation individuelles. La note finale du consultant évalué sera la moyenne pondérée des notes individuelles des évaluateurs.

Les notes individuelles seront attribuées conformément aux informations fournies dans le curriculum vitae du candidat. Par conséquent, il est important que les candidats **indiquent clairement dans leur CV l'expérience professionnelle requise tant dans les phases de qualification que de classification**, afin que le comité d'évaluation puisse procéder à une analyse appropriée.

## 2. CLASSIFICATION DES PROPOSITIONS FINANCIÈRES (PRIX)

Seules les propositions financières (prix) des candidats qui obtiennent une note technique finale de 70 points ou plus à l'étape 2 (phase 1 : examen du CV) seront prises en considération.

**La Note Finale—NF—**du processus sera atteinte par la somme de la **Note Technique Finale—NT** multipliée par un facteur de 0.70, et la note de la **Proposition Financière—PF—**multipliée par un facteur de 0.30, soit :

$$NF = NT \times 0.70 + PF \times 0.30$$

**The Final Score—FS—**of the process will be reached by the sum of the **Final Technical Score—TS** multiplied by a factor of 0.70, and the **Price Proposal score—PS—**multiplied by a factor 0.30, i.e.:

$$FS = TS \times 0.70 + PS \times 0.30$$



La note PF sera calculée selon la formule suivante :

$$PF = 100 \times PPB / Pep$$

Où :

PF = note de la proposition financière

PPB = proposition de prix la moins élevée

Pep = proposition de prix en cours d'évaluation

La proposition de financière la moins élevée obtiendra un score de cent (100).

**La proposition obtenant la note finale la plus élevée sera sélectionnée.**

### 3. CONSIDERATIONS SPÉCIALES

Ce processus sera mené par le PNUD, conformément aux règles et directives de l'agence (sélection simplifiée et passation des marchés par le biais de la modalité IC-contrat individuel).

**"Selon les règles des Nations Unies, l'embauche de fonctionnaires du gouvernement fédéral, de l'État, du district fédéral ou municipal, direct ou indirect, ainsi que des employés de ses filiales, n'est autorisée que dans des circonstances particulières."**



**Annex IV – Contract Model**

**UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME**



**Contract for the services of  
an Individual Contractor**

No \_\_\_\_\_

This Contract is entered into on [insert date] between the United Nations Development Programme (hereinafter referred to as “UNDP”) and \_\_\_\_\_ (hereinafter referred to as “the Individual Contractor”) whose address is \_\_\_\_\_.

WHEREAS UNDP desires to engage the services of the Individual Contractor on the terms and conditions hereinafter set forth, and:

WHEREAS the Individual Contractor is ready and willing to accept this Contract with UNDP on the said terms and conditions,

NOW, THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

**1. Nature of services**

The Individual Contractor shall perform the services as described in the Terms of References which form an integral part of this Contract and are attached hereto as *Annex I* in the following Duty Station(s): \_\_\_\_\_.

**2. Duration**

This Individual Contract shall commence on [insert date], and shall expire upon satisfactory completion of the services described in the Terms of Reference mentioned above, but not later than [insert date], unless sooner terminated in accordance with the terms of this Contract. This Contract is subject to the General Conditions of Contract for Individual contractors which are available on UNDP website at [www.undp.org/procurement](http://www.undp.org/procurement) and are attached hereto as *Annex II*.

**3. Consideration**

As full consideration for the services performed by the Individual Contractor under the terms of this Contract, including, unless otherwise specified, his/her travel to and from the Duty Station(s), any other travel required in the fulfillment of the Terms of Reference in Annex I, and living expenses in the Duty Station(s), UNDP shall pay the Individual Contractor a total of [currency] ----- in accordance with the table set forth below<sup>2</sup>. Payments shall be made following certification by UNDP that the services related to each Deliverable, as described below, have been satisfactorily performed and the Deliverables have been achieved by or before the due dates specified below, if any.

DELIVERABLE	DUE DATE	AMOUNT IN [CURRENCY]

<sup>2</sup> For payments which are not output-based lump sum, indicate the maximum number of working days/hours/units, any out of pocket expense (travel, per diem...) and the corresponding fee/cost in the Deliverable (s) table.





If unforeseen travel outside the Duty Station not required by the Terms of Reference is requested by UNDP, and upon prior written agreement, such travel shall be at UNDP's expense and the Individual Contractor shall receive a *per diem* not to exceed United Nations daily subsistence allowance rate in such other location(s).

Where two currencies are involved, the rate of exchange shall be the official rate applied by the United Nations on the day the UNDP instructs its bank to effect the payment(s).

**4. Rights and Obligations of the Individual contractor**

The rights and obligations of the Individual Contractor are strictly limited to the terms and conditions of this Contract, including its Annexes. Accordingly, the Individual Contractor shall not be entitled to any benefit, payment, subsidy, compensation or entitlement, except as expressly provided in this Contract. The Individual Contractor shall be solely liable for claims by third parties arising from the Individual Contractor's own acts or omissions in the course of performing this Contract, and under no circumstances shall UNDP be held liable for such claims by third parties.

**5. Beneficiary**

The Individual Contractor selects \_\_\_\_\_ as beneficiary of any amounts owed under this Contract in the event of death of the Individual Contractor while performing services hereunder. This includes the payment of any service-incurred liability insurance attributable to the performance of the services for UNDP.

Mailing address, email address and phone number of beneficiary:

---

---

Mailing address, email address and phone number of emergency contact (if different from beneficiary):

---

---

IN WITNESS WHEREOF, the Parties hereto have executed this Contract.

**By signing below, I, the Individual Contractor, acknowledge and agree that I have read and accept the terms of this Contract, including the General Conditions of Contracts for Individual contractors available on UNDP website at [www.undp.org/procurement](http://www.undp.org/procurement) and attached hereto in Annex II which form an integral part of this Contract, and that I have read and understood, and agree to abide by the standards of conduct set forth in the Secretary-General's bulletins ST/SGB/2003/13 of 9 October 2003, entitled "Special Measures for Protection from Sexual Exploitation and Sexual Abuse" and ST/SGB/2002/9 of 18 June 2002, entitled "Regulations Governing the Status, Basic Rights and Duties of Officials other than Secretariat Officials, and Experts on Mission".**

The Individual Contractor has submitted a Statement of Good Health and confirmation of immunization.

**AUTHORIZING OFFICER:**  
**United Nations Development Programme**

**INDIVIDUAL CONTRACTOR:**

Name; \_\_\_\_\_

Name; \_\_\_\_\_

Signature; \_\_\_\_\_

Signature; \_\_\_\_\_

Date; \_\_\_\_\_

Date; \_\_\_\_\_



## GENERAL CONDITIONS OF CONTRACT FOR THE SERVICES OF INDIVIDUAL CONTRACTORS

1 February 2012

**1. LEGAL STATUS:** The Individual contractor shall have the legal status of an independent contractor vis-à-vis the United Nations Development Programme (UNDP), and shall not be regarded, for any purposes, as being either a “staff member” of UNDP, under the UN Staff Regulations and Rules, or an “official” of UNDP, for purposes of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946. Accordingly, nothing within or relating to the Contract shall establish the relationship of employer and employee, or of principal and agent, between UNDP and the Individual contractor. The officials, representatives, employees or subcontractors of UNDP and of the Individual contractor, if any, shall not be considered in any respect as being the employees or agents of the other, and UNDP and the Individual contractor shall be solely responsible for all claims arising out of or relating to their engagement of such persons or entities.

**2. STANDARDS OF CONDUCT: In General:** The Individual contractor shall neither seek nor accept instructions from any authority external to UNDP in connection with the performance of his or her obligations under the Contract. Should any authority external to UNDP seek to impose any instructions regarding the Individual contractor’s performance under the Contract, the Individual contractor shall promptly notify UNDP and shall provide all reasonable assistance required by UNDP. The Individual contractor shall not take any action in respect of his or her performance of the Contract or otherwise related to his or her obligations under the Contract that may adversely affect the interests of UNDP. The Individual contractor shall perform his or her obligations under the Contract with the fullest regard to the interests of UNDP. The Individual contractor warrants that she or he has not and shall not offer any direct or indirect benefit arising from or related to the performance of the Contract or the award thereof to any representative, official, employee or other agent of UNDP. The Individual contractor shall comply with all laws, ordinances, rules and regulations bearing upon the performance of his or her obligations under the Contract. In the performance of the Contract the Individual contractor shall comply with the standards of conduct set in the Secretary General’s Bulletin ST/SGB/2002/9 of 18 June 2002, entitled “Regulations Governing the Status, Basic Rights and Duties of Officials other than Secretariat Officials, and Expert on Mission”. The Individual contractor must comply with all security directives issued by UNDP.

**Prohibition of Sexual Exploitation and Abuse:** In the performance of the Contract, the Individual contractor shall comply with the standards of conduct set forth in the Secretary-General’s bulletin ST/SGB/2003/13 of 9 October 2003, concerning “Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse”. In particular, the Individual contractor shall not engage in any conduct that would constitute sexual exploitation or sexual abuse, as defined in that bulletin.

The Individual contractor acknowledges and agrees that any breach of any of the provisions hereof shall constitute a breach of an essential term of the Contract, and, in addition to any other legal rights or remedies available to any person, shall give rise to grounds for suspension or termination of the Contract. In addition, nothing herein shall limit the right of UNDP to refer any alleged breach of the foregoing standards of conduct or any other terms of the Contract to the relevant national authorities for appropriate legal action.

**3. TITLE RIGHTS, COPYRIGHTS, PATENTS AND OTHER PROPRIETARY RIGHTS:** Title to any equipment and supplies that may be furnished by UNDP to the Individual contractor for the performance of any obligations under the Contract shall rest with UNDP, and any such equipment and supplies shall be returned to UNDP at the conclusion of the Contract or when no longer needed by the Individual contractor. Such equipment and supplies, when returned to UNDP, shall be in the same condition as when delivered to the Individual contractor, subject to normal wear and tear, and the Individual contractor shall be liable to compensate UNDP for any damage or degradation of the equipment and supplies that is beyond normal wear and tear.

UNDP shall be entitled to all intellectual property and other proprietary rights, including, but not limited to, patents, copyrights and trademarks, with regard to products, processes, inventions, ideas, know-how or documents and other materials which the Individual contractor has developed for UNDP under the Contract and which bear a direct relation to, or are produced or prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Contract, and the Individual contractor acknowledges and agrees that such products, documents and other materials constitute works made for hire for UNDP. However, to the extent that any such intellectual property or other proprietary rights consist of any intellectual property or other proprietary rights of the Individual contractor: (a) that pre-existed the performance by the Individual contractor of his or her obligations under the Contract, or (b) that the Individual contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of his or her obligations under the Contract, UNDP does not and shall not claim any ownership interest thereto, and the Individual contractor grants to UNDP a perpetual license to use such intellectual property or other proprietary right solely for the purposes of and in accordance with the requirements of the Contract. At the request of UNDP, the Individual contractor shall take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring or licensing them to UNDP in compliance with the requirements of the applicable law and of the Contract. Subject to the foregoing provisions, all maps, drawings, photographs, mosaics, plans, reports, estimates, recommendations, documents and all other data compiled by or received by the Individual contractor under the Contract shall be the property of UNDP, shall be made available for use or inspection by UNDP at reasonable times and in reasonable places, shall be treated as confidential and shall be delivered only to UNDP authorized officials on completion of services under the Contract



**4. CONFIDENTIAL NATURE OF DOCUMENTS AND INFORMATION:** Information and data that are considered proprietary by either UNDP or the Individual contractor or that are delivered or disclosed by one of them (“Discloser”) to the other (“Recipient”) during the course of performance of the Contract, and that are designated as confidential (“Information”), shall be held in confidence and shall be handled as follows. The Recipient of such Information shall use the same care and discretion to avoid disclosure, publication or dissemination of the Discloser’s Information as it uses with its own similar information that it does not wish to disclose, publish or disseminate, and the Recipient may otherwise use the Discloser’s Information solely for the purpose for which it was disclosed. The Recipient may disclose confidential Information to any other party with the Discloser’s prior written consent, as well as to the Recipient’s officials, representatives, employees, subcontractors and agents who have a need to know such confidential Information solely for purposes of performing obligations under the Contract. Subject to and without any waiver of the privileges and immunities of UNDP, the Individual contractor may disclose Information to the extent required by law, *provided that* the Individual contractor will give UNDP sufficient prior notice of a request for the disclosure of Information in order to allow UNDP to have a reasonable opportunity to take protective measures or such other action as may be appropriate before any such disclosure is made. UNDP may disclose Information to the extent required pursuant to the Charter of the United Nations, resolutions or regulations of the General Assembly or its other governing bodies, or rules promulgated by the Secretary-General. The Recipient shall not be precluded from disclosing Information that is obtained by the Recipient from a third party without restriction, is disclosed by the Discloser to a third party without any obligation of confidentiality, is previously known by the Recipient, or at any time is developed by the Recipient completely independently of any disclosures hereunder. These obligations and restrictions of confidentiality shall be effective during the term of the Contract, including any extension thereof, and, unless otherwise provided in the Contract, shall remain effective following any termination of the Contract. Notwithstanding the foregoing, the Individual contractor acknowledges that UNDP may, in its sole discretion, disclose the purpose, type, scope, duration and value of the Contract, the name of the Individual contractor, and any relevant information related to the award of the Contract.

**5. TRAVEL, MEDICAL CLEARANCE AND SERVICE INCURRED DEATH, INJURY OR ILLNESS:** If the Individual contractor is required by UNDP to travel beyond commuting distance from the Individual contractor’s usual place of residence, and upon prior written agreement, such travel shall be at the expense of UNDP. Such travel shall be at economy fare when by air.

UNDP may require the Individual contractor to submit a “statement of good health” from a recognized physician prior to commencement of services in any offices or premises of UNDP, or before engaging in any travel required by UNDP, or connected with the performance of the Contract. The Individual contractor shall provide such a statement as soon as practicable following such request, and prior to engaging in any such travel, and the Individual contractor warrants the accuracy of any such statement, including, but not limited to, confirmation that the Individual contractor has been fully informed regarding the requirements for inoculations for the country or countries to which travel may be authorized.

In the event of death, injury or illness of the Individual contractor which is attributable to the performance of services on behalf of UNDP under the terms of the Contract while the Individual contractor is traveling at UNDP expense or is performing any services under the Contract in any offices or premises of UNDP, the Individual contractor or the Individual contractor’s dependents, as appropriate, shall be entitled to compensation equivalent to that provided under the UNDP insurance policy, available upon request.

**6. PROHIBITION ON ASSIGNMENT; MODIFICATIONS:** The Individual contractor may not assign, delegate, transfer, pledge or make any other disposition of the Contract, of any part thereof, or of any of the rights, claims or obligations under the Contract except with the prior written authorization of UNDP, and any attempt to do so shall be null and void. The terms or conditions of any supplemental undertakings, licenses or other forms of Contract concerning any goods or services to be provided under the Contract shall not be valid and enforceable against UNDP nor in any way shall constitute a contract by UNDP thereto, unless any such undertakings, licenses or other forms of contract are the subject of a valid written undertaking by UNDP. No modification or change in the Contract shall be valid and enforceable against UNDP unless provided by means of a valid written amendment to the Contract signed by the Individual contractor and an authorized official or appropriate contracting authority of UNDP.

**7. SUBCONTRACTORS:** In the event that the Individual contractor requires the services of subcontractors to perform any obligations under the Contract, the Individual contractor shall obtain the prior written approval of UNDP for any such subcontractors. UNDP may, in its sole discretion, reject any proposed subcontractor or require such subcontractor’s removal without having to give any justification therefore, and such rejection shall not entitle the Individual contractor to claim any delays in the performance, or to assert any excuses for the non-performance, of any of his or her obligations under the Contract. The Individual contractor shall be solely responsible for all services and obligations performed by his or her subcontractors. The terms of any subcontract shall be subject to, and shall be construed in a manner that is fully in accordance with, all of the terms and conditions of the Contract.

**8. USE OF NAME, EMBLEM OR OFFICIAL SEAL OF THE UNITED NATIONS:** The Individual contractor shall not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with UNDP, nor shall the Individual contractor, in any manner whatsoever, use the name, emblem or official seal of UNDP, or any abbreviation of the name of UNDP, in connection with his or her business or otherwise without the written permission of UNDP.



9. **INDEMNIFICATION:** The Individual contractor shall indemnify, defend, and hold and save harmless UNDP, and its officials, agents and employees, from and against all suits, proceedings, claims, demands, losses and liability of any kind or nature, including, but not limited to, all litigation costs and expenses, attorney's fees, settlement payments and damages, based on, arising from, or relating to: (a) allegations or claims that the use by UNDP of any patented device, any copyrighted material or any other goods or services provided to UNDP for its use under the terms of the Contract, in whole or in part, separately or in combination, constitutes an infringement of any patent, copyright, trademark or other intellectual property right of any third party; or (b) any acts or omissions of the Individual contractor, or of any subcontractor or anyone directly or indirectly employed by them in the performance of the Contract, which give rise to legal liability to anyone not a party to the Contract, including, without limitation, claims and liability in the nature of a claim for workers' compensation.

10. **INSURANCE:** The Individual contractor shall pay UNDP promptly for all loss, destruction or damage to the property of UNDP caused by the Individual contractor, or of any subcontractor, or anyone directly or indirectly employed by them in the performance of the Contract. The Individual contractor shall be solely responsible for taking out and for maintaining adequate insurance required to meet any of his or her obligations under the Contract, as well as for arranging, at the Individual contractor's sole expense, such life, health and other forms of insurance as the Individual contractor may consider to be appropriate to cover the period during which the Individual contractor provides services under the Contract. The Individual contractor acknowledges and agrees that none of the insurance arrangements the Individual contractor shall, in any way, be construed to limit the Individual contractor's liability arising under or relating to the Contract.

11. **ENCUMBRANCES AND LIENS:** The Individual contractor shall not cause or permit any lien, attachment or other encumbrance by any person to be placed on file or to remain on file in any public office or on file with UNDP against any monies due to the Individual contractor or to become due for any work done or against any goods supplied or materials furnished under the Contract, or by reason of any other claim or demand against the Individual contractor.

12. **FORCE MAJEURE; OTHER CHANGES IN CONDITIONS:** In the event of and as soon as possible after the occurrence of any cause constituting *force majeure*, the Individual contractor shall give notice and full particulars in writing to UNDP of such occurrence or cause if the Individual contractor is thereby rendered unable, wholly or in part, to perform his or her obligations and meet his or her responsibilities under the Contract. The Individual contractor shall also notify UNDP of any other changes in conditions or the occurrence of any event, which interferes or threatens to interfere with the performance of the Contract. Not more than fifteen (15) days following the provision of such notice of *force majeure* or other changes in conditions or occurrence, the Individual contractor shall also submit a statement to UNDP of estimated expenditures that will likely be incurred for the duration of the change in conditions or the event. On receipt of the notice or notices required hereunder, UNDP shall take such action as it considers, in its sole discretion, to be appropriate or necessary in the circumstances, including the granting to the Individual contractor of a reasonable extension of time in which to perform any obligations under the Contract or suspension thereof.

*Force majeure* as used herein means any unforeseeable and irresistible act of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, or any other acts of a similar nature or force, *provided that* such acts arise from causes beyond the control and without the fault or negligence of the Individual contractor. The Individual contractor acknowledges and agrees that, with respect to any obligations under the Contract that the Individual contractor must perform in or for any areas in which UNDP is engaged in, preparing to engage in, or disengaging from any peacekeeping, humanitarian or similar operations, any delay or failure to perform such obligations arising from or relating to harsh conditions within such areas or to any incidents of civil unrest occurring in such areas shall not, in and of itself, constitute *force majeure* under the Contract.

13. **TERMINATION:** Either party may terminate the Contract, in whole or in part, upon giving written notice to the other party. The period of notice shall be five (5) days in the case of contracts for a total period of less than two (2) months and fourteen (14) days in the case of contracts for a longer period. The initiation of conciliation or arbitral proceedings, as provided below, shall not be deemed to be a "cause" for or otherwise to be in itself a termination of the Contract. UNDP may, without prejudice to any other right or remedy available to it, terminate the Contract forthwith in the event that: (a) the Individual contractor is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, applies for moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent; (b) the Individual contractor is granted a moratorium or a stay or is declared insolvent; (c) the Individual contractor makes an assignment for the benefit of one or more of his or her creditors; (d) a Receiver is appointed on account of the insolvency of the Individual contractor; (e) the Individual contractor offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership; or (f) UNDP reasonably determines that the Individual contractor has become subject to a materially adverse change in financial condition that threatens to endanger or otherwise substantially affect the ability of the Individual contractor to perform any of the obligations under the Contract.

In the event of any termination of the Contract, upon receipt of notice of termination by UNDP, the Individual contractor shall, except as may be directed by UNDP in the notice of termination or otherwise in writing: (a) take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Contract to a close in a prompt and orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum; (b) refrain from undertaking any further or additional commitments under the Contract as of and following the date of receipt of such notice; (c) deliver all completed or partially completed plans, drawings, information and other property that, if the Contract had been completed, would be required to be furnished to UNDP thereunder; (d) complete performance of the services not



terminated; and (e) take any other action that may be necessary, or that UNDP may direct in writing, for the protection and preservation of any property, whether tangible or intangible, related to the Contract that is in the possession of the Individual contractor and in which UNDP has or may be reasonably expected to acquire an interest.

In the event of any termination of the Contract, UNDP shall only be liable to pay the Individual contractor compensation on a pro rata basis for no more than the actual amount of work performed to the satisfaction of UNDP in accordance with the requirements of the Contract. Additional costs incurred by UNDP as a result of termination of the Contract by the Individual contractor may be withheld from any amount otherwise due to the Individual contractor by UNDP.

**14. NON-EXCLUSIVITY:** UNDP shall have no obligation respecting, and no limitations on, its right to obtain goods of the same kind, quality and quantity, or to obtain any services of the kind described in the Contract, from any other source at any time.

**15. TAXATION:** Article II, section 7, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations provides, *inter alia*, that the United Nations, including its subsidiary organs, is exempt from all direct taxes, except charges for public utility services, and is exempt from customs restrictions, duties and charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for its official use. In the event any governmental authority refuses to recognize the exemptions of the United Nations from such taxes, restrictions, duties or charges, the Individual contractor shall immediately consult with UNDP to determine a mutually acceptable procedure. UNDP shall have no liability for taxes, duties or other similar charges payable by the Individual contractor in respect of any amounts paid to the Individual contractor under this Contract, and the Individual contractor acknowledges that UNDP will not issue any statements of earnings to the Individual contractor in respect of any such payments.

**16. AUDITS AND INVESTIGATIONS:** Each invoice paid by UNDP shall be subject to a post-payment audit by auditors, whether internal or external, of UNDP or by other authorized and qualified agents of UNDP. The Individual contractor acknowledges and agrees that UNDP may conduct investigations relating to any aspect of the Contract or the award thereof, and the obligations performed thereunder.

The Individual contractor shall provide full and timely cooperation with any post-payment audits or investigations hereunder. Such cooperation shall include, but shall not be limited to, the Individual contractor's obligation to make available any relevant documentation and information for the purposes of a post-payment audit or an investigation at reasonable times and on reasonable conditions. The Individual contractor shall require his or her employees, subcontractors and agents, if any, including, but not limited to, the Individual contractor's attorneys, accountants or other advisers, to reasonably cooperate with any post-payment audits or investigations carried out by UNDP hereunder.

If the findings or circumstances of a post-payment audit or investigation so warrant, UNDP may, in its sole discretion, take any measures that may be appropriate or necessary, including, but not limited to, suspension of the Contract, with no liability whatsoever to UNDP.

The Individual contractor shall refund to UNDP any amounts shown by a post-payment audit or investigation to have been paid by UNDP other than in accordance with the terms and conditions of the Contract. Such amount may be deducted by UNDP from any payment due to the Individual contractor under the Contract.

The right of UNDP to conduct a post-payment audit or an investigation and the Individual contractor's obligation to comply with such shall not lapse upon expiration or prior termination of the Contract.

#### **17. SETTLEMENT OF DISPUTES:**

**AMICABLE SETTLEMENT:** UNDP and the Individual contractor shall use their best efforts to amicably settle any dispute, controversy or claim arising out of the Contract or the breach, termination or invalidity thereof. Where the parties wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation shall take place in accordance with the Conciliation Rules then obtaining of the United Nations Commission on International Trade Law ("UNCITRAL"), or according to such other procedure as may be agreed between the parties in writing.

**ARBITRATION:** Any dispute, controversy or claim between the parties arising out of the Contract, or the breach, termination, or invalidity thereof, unless settled amicably, as provided above, shall be referred by either of the parties to arbitration in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then obtaining. The decisions of the arbitral tribunal shall be based on general principles of international commercial law. For all evidentiary questions, the arbitral tribunal shall be guided by the Supplementary Rules Governing the Presentation and Reception of Evidence in International Commercial Arbitration of the International Bar Association, 28 May 1983 edition. The arbitral tribunal shall be empowered to order the return or destruction of goods or any property, whether tangible or intangible, or of any confidential information provided under the Contract, order the termination of the Contract, or order that any other protective measures be taken with respect to the goods, services or any other property, whether tangible or intangible, or of any confidential information provided under the Contract, as appropriate, all in accordance with the authority of the arbitral tribunal pursuant to Article 26 ("Interim Measures of Protection") and Article 32 ("Form and Effect of the Award") of the UNCITRAL Arbitration Rules. The arbitral tribunal shall have no authority to award



punitive damages. In addition, unless otherwise expressly provided in the Contract, the arbitral tribunal shall have no authority to award interest in excess of the London Inter-Bank Offered Rate (“LIBOR”) then prevailing, and any such interest shall be simple interest only. The parties shall be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such dispute, controversy or claim.

**18. LIMITATION ON ACTIONS:** Except with respect to any indemnification obligations in Article 9, above, or as are otherwise set forth in the Contract, any arbitral proceedings in accordance with Article 17, above, arising out of the Contract must be commenced within three (3) years after the cause of action has accrued.

The Parties further acknowledge and agree that, for these purposes, a cause of action shall accrue when the breach actually occurs, or, in the case of latent defects, when the injured Party knew or should have known all of the essential elements of the cause of action, or in the case of a breach of warranty, when tender of delivery is made, except that, if a warranty extends to future performance of the goods or any process or system and the discovery of the breach consequently must await the time when such goods or other process or system is ready to perform in accordance with the requirements of the Contract, the cause of action accrues when such time of future performance actually begins.

**19. PRIVILEGES AND IMMUNITIES:** Nothing in or relating to the Contract shall be deemed a waiver, express or implied, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including its subsidiary organs.